



Pour la #JusticeFiscale Taxons les ultra riches et les multinationales

Le gouvernement veut faire payer la crise aux précaires mais refuse de faire payer à chacun sa juste part d'impôt et n'empêche pas les ultra-riches et les multinationales d'échapper à l'impôt en pratiquant l'évasion fiscale.

En conséquence, c'est à nous, citoyen-nes, de lutter pour la justice fiscale. C'est pourquoi nous allons « prélever directement à la source » des multinationales comme Amazon, McDonald's, BNP-Paribas ou Total, dont les pratiques d'évasion fiscale sont notoires.

Depuis plusieurs années, la demande de davantage de justice fiscale ne cesse de s'exprimer. L'injustice fiscale, illustrée notamment par les multiples scandales (affaire Cahuzac, Panama Papers, Paradise Papers, Lux Leaks, Pandora Papers, CumEx...), nuit gravement au consentement à l'impôt, pilier fondamental de toute démocratie, et contribue à la hausse des inégalités, à la dégradation des services publics et à la remise en cause des mécanismes de protection sociale.

L'évasion fiscale des multinationales nous coûte un pognon de dingue

Ces entreprises utilisent les échanges entre leurs différentes filiales, qui sont implantées dans des pays où la taxation est faible, comme aux Pays-Bas, à Malte ou à Jersey, pour réduire très fortement le montant de leurs impôts. Cela crée une concurrence déloyale avec les petites et moyennes entreprises, dont le taux d'imposition réel est nettement supérieur à celui des entreprises multinationales.

40 % des bénéfices des multinationales sont transférés dans des paradis fiscaux chaque année. Pour la France, les profits non déclarés s'élèvent à 39,7 milliards € en 2018, ce qui représente un manque à gagner de 13,1 milliards € d'impôt sur les sociétés par an. Ainsi, 26% des recettes de l'impôt sur les sociétés sont perdues du fait de l'évasion fiscale !

Des mesures insuffisantes pour lutter contre l'évasion fiscale

Depuis trop d'années, scandale après scandale, estimation après estimation, on constate que l'évasion fiscale ne cesse d'augmenter faute de volonté politique pour y mettre fin. Depuis trop longtemps, les États et l'Union européenne font semblant de lutter contre ce fléau sans prendre de mesures à la hauteur du problème.

L'accord international sur l'instauration d'un taux d'impôt minimal mondial sur les sociétés de 15% ne mettra pas fin au problème qu'il promet de résoudre.

- Il risque d'entériner une taxation plus faible pour les multinationales que pour les PME, qui elles n'ont pas de filiales dans des paradis fiscaux.
- Les recettes fiscales dégagées par le taux de 15 % seraient largement insuffisantes pour répondre aux défis mondiaux sociaux, écologiques et économiques.
- Ce taux minimal « plancher » de 15 % risque fort de devenir un taux « plafond » en entraînant une course à la baisse des taux ;
- Des exemptions permettront aux multinationales d'être taxées à moins de 15 % ;
- Cet accord ne laisse que quelques miettes aux pays du Sud, pourtant les premières victimes de l'évasion fiscale.

Le double jeu du gouvernement français

Bruno Le Maire vante le rôle joué par la France dans l'adoption de cet accord qu'il qualifie d' « historique » . En réalité, la France défendait un taux minimal d'imposition de 12,5% soit celui de l'Irlande.

De plus, la France a saboté une directive européenne sur la transparence fiscale des multinationales, en défendant des positions... écrites par le Medef !

Pour toutes ces raisons, Attac et l'ensemble des organisations mobilisées contre l'évasion fiscale demandent **la mise en place d'une taxation unitaire des multinationales**, qui consiste à considérer celles-ci comme une entité unique et à répartir leur bénéfice dans les pays où ces entreprises réalisent effectivement leur activité (en fonction des ventes et des quantités de travail et de capital utilisées dans chaque pays), afin de déterminer le montant d'impôt sur les sociétés à payer dans chaque pays.

Ce serait une solution efficace pour que les multinationales payent leur juste part d'impôt, et ne demande que de la volonté politique.

Pas de justice sociale sans justice fiscale